



Groupe de travail ministériel du 30 janvier 2008 sur la fusion

Déclaration de la Cgt sur la formation professionnelle

Nous abordons, aujourd'hui la question de la formation professionnelle.

En premier lieu, nous tenons à dire qu'à ce stade, il nous semble difficile d'avoir un débat général efficace concernant la formation professionnelle. Il existe, en effet, un vrai problème de visibilité des besoins et des enjeux. Non seulement, ce sujet fait l'objet actuellement de nombreuses discussions au sein de nos directions, mais aussi au sein du ministère et au niveau de la fonction publique. S'agissant des conséquences de la fusion elle-même sur la formation, il nous semble incohérent d'avoir un tel débat alors même qu'aucune discussion n'a encore eu lieu sur les filières, les qualifications, les passerelles et les parcours professionnels.

La CGT revendique un véritable droit individuel à une formation solide et qualifiante pour tous. Celle-ci doit assurer à chaque agent une qualification indispensable pour son activité, pour la maîtrise de son parcours professionnel comme pour son développement personnel. Dès lors, la formation doit s'articuler autour de quatre objectifs : la formation initiale, la formation aux fonctions, une formation liée aux promotions et, enfin, une formation qui puisse répondre à un projet personnel.

Dans ce cadre, et eu égard aux évolutions plus profondes qu'ont connu les processus de travail, il est évident que la formation professionnelle nécessite aujourd'hui d'importants moyens tant matériels qu'humains.

Il n'y a pas de doute que dans le cadre de la fusion, cet effort de formation devrait être démultiplié pour tenir compte notamment des missions, de nos cultures et de l'organisation même des réseaux dans les deux directions, qui restent très différentes. Pour autant, il ne serait pas acceptable que tous les moyens de la formation professionnelle soient réduits à ce seul objectif de fusion imposée, négligeant les autres besoins, qui restent immenses. Cette situation s'est malheureusement produite précédemment où l'offre de formation a été faite uniquement en fonction des choix stratégiques des directions, privilégiant le court terme à l'adaptation aux évolutions de fond (par exemple, à la DGCP, concernant les applications Hélios et Clara). Dans le cadre de la fusion de nos deux directions, tous les agents seront amenés à faire des efforts et à se former, et pas simplement les collègues des SIP.

L'étude des documents fournis laisse pour le moins perplexe sur les ambitions en matière de formation dans la nouvelle direction fusionnée. On reste plus proche de vœux, sans réels moyens concrets, que d'une ambition affirmée. S'il est fait fortement référence à une « *harmonisation qui ne devrait pas poser de problème majeur* », aucune ligne claire ni modalités pratiques ne sont définies.

Aucune précision n'est apportée par exemple sur l'organisation locale de la formation dans les cas où une direction locale unifiée serait ou ne serait pas créée.

De même, dès 2008, il y aurait l'introduction de modules communs dans les différentes formations initiales, alors même qu'aucun autre élément n'est en notre possession. C'est faire peu de cas de ce qu'est une formation initiale, du temps de réflexion nécessaire à la préparation des contenus pédagogiques et de leurs outils.. . Plus conjoncturellement, la CGT souhaite des garanties professionnelles pour les nouveaux agents recrutés durant « *la période transitoire* ».

Parallèlement, on ne peut que s'interroger sur le développement de certains concepts sans savoir ce qu'ils recouvrent : qu'est ce qu'une « *communauté pédagogique virtuelle* » ? « *un modèle unique d'adaptation à l'emploi* » ? ...

Par rapport à ces différents éléments et à l'ampleur des besoins, la CGT exige un certain nombre de garanties concernant l'organisation des réseaux de formation et les personnels (l'ensemble des agents et notamment tous les collègues qui sont aujourd'hui en charge de la formation et qui sont particulièrement inquiets). Encore une fois, on ne peut imaginer que la formation se fasse simplement à moyens constants, et que soient supprimés des implantations et des emplois.

La CGT revendique que tout changement de fonction soit précédé d'une période préalable de formation, d'adaptation véritable. Comme pour toute autre formation, cette période ne doit pas se traduire par une surcharge de travail pour les autres agents. Cela doit donc se traduire par une réelle compensation au niveau des emplois (tant pour combler les absences des collègues qui partent se former, que ceux qui forment).

A ce titre, l'exemple des futurs SIP est éloquent... Avec un cycle d'activité à très haut niveau du 1er janvier au 31 décembre, on ne peut que s'interroger sur le temps de la formation alloué aux agents dans ces nouvelles structures. Comment les agents pourront-ils partir en formation et en même temps assurer et mettre en place les tâches des SIP ?

De même, aucun dispositif digne de ce nom n'est prévu pour former les agents dans les préfigurations des SIP que vous annoncez dès 2008 ! La CGT exige pour les agents participant aux préfigurations une réelle formation spécifique et non une simple « *formation sur le tas* », utilisant des modules déjà existant qui se sont révélés très insatisfaisants.

D'un point de vue général à ce sujet, vous indiquez que l'organisation de la formation dans cette réforme « *s'appuiera sur les constatations effectuées à l'occasion des formations mises en oeuvre pour l'installation des services des impôts des entreprises ou des accueils communs* ». Cette logique ne peut que nous inquiéter, car s'il y a au moins une leçon à tirer de ces réformes, c'est bien les mécontentements qu'elles ont pu susciter chez les agents, et notamment en matière de formation !

Enfin, la CGT rappelle sa revendication d'une formation de proximité, proche des agents pour permettre à tous d'en bénéficier. Et dans ce cadre, nous souhaitons des garanties sur les implantations des sites actuels de formation des deux directions.

En conclusion, la vision développée d'une formation à moindre coût ne peut être satisfaisante. A l'opposé, les enjeux en la matière sont tels qu'au-delà même de la fusion annoncée, la formation professionnelle devrait faire l'objet d'investissements sans précédents qui ne sont pas au rendez-vous. De même, celle-ci ne peut se réduire à de simples « *sensibilisations aux enjeux de la réforme* » ou « *présentations des divers métiers des nouvelles structures* », mais doit faire l'objet d'une réflexion complète et d'avenir, loin de la précipitation du moment.

Paris, le 7 février 2008

Le compte rendu de ce groupe de travail suivra.